



Stèle érigée à la mémoire du sous-lieutenant Charlot devant la Gendarmerie Départementale de Reims.

LES GENDARMES DANS LA RÉSISTANCE

D'après l'ouvrage de Pierre Accoce - Presses de la Cité - 2001

Lorsque **Pierre Accoce** publie son livre, il ne dispose que partiellement des archives de la gendarmerie. Et pourtant, depuis 2001, l'étude que l'auteur a entreprise sur la part prise par la gendarmerie dans la Résistance fait toujours référence et montre que la gendarmerie « *ni n'a été massivement complice des rafles et des déportations, ni n'a été un instrument zélé au service de l'Etat Vichyste, ni n'a pas été un relais docile de la politique de collaboration ... Au contraire de nombreux soldats bleus ont rejoints très tôt la Résistance. Ils ont œuvré dans les réseaux existants, créé leurs propres antennes, combattu dans les maquisLe quart de l'effectif a participé activement à la Résistance soit 12 000 gendarmes. Un pourcentage dont aucun autre corps de métier ne peut se prévaloir.* »

EN GUISE DE PRÉAMBULE !

Sur les 12.000 gendarmes engagés dans la Résistance, 2.161 ont été arrêtés dont 1.141 ont été fusillés, ou morts en Allemagne, en prison ou en camp de concentration, ou tués au cours d'opérations de libération en France. Et 920 sont rentrés de déportation. La croix de la Libération a été décernée à 4, la médaille de la Résistance à 360, la Légion d'Honneur à 351, la médaille militaire à 1.060, la croix de guerre avec citations à 4852, la médaille des justes d'Israël à 7.

Fusillés par les Allemands		Morts en Allemagne en prison ou camps de concentration		Tués au cours d'opérations de Libération en France	Rentrés de déportation	
Officiers	Sous-Officiers & Soldats	Officiers	Sous-Officiers & Soldats	Officiers Sous-Officiers & Soldats	Général et Officiers	Sous-Officiers & Soldats
10	328	22	431	350	26	894
1141					920	

Croix de la Libération	Médaille de la Résistance	Légion d'Honneur	Médaille Militaire	Croix de Guerre avec Citations	Médailles des Justes
4 (*)	360	351	1.060	4.852	7
(*) Maurice Guillodot, Paulin Colonna d'Istria, Jean d'Hers, Auguste Kirmann (ci-dessous, gauche à droite)					



Quarante jours ont suffi pour battre l'armée française en 1940 et faire 1.580.000 prisonniers. Le diktat d'**Hitler** à Rethondes va ruiner la France et la déshonorer lorsque seront refoulés en Allemagne les ressortissants allemands qui s'étaient réfugiés chez nous dont les Juifs. Le 28 Juin 1940, la République bat en retraite et l'Etat français s'installe, le 2 Juillet, à Vichy.

En 1939, la gendarmerie compte 54.000 hommes¹ dont 1.514 officiers. A fin Juin 1940, sur les 12.000 gendarmes mêlés aux autres mobilisés, 377 ont été tués et 5.000 faits prisonniers. La garde républicaine à Paris est passée sous le joug allemand. La garde mobile s'est fondue dans la population. La départementale s'est efforcée d'escorter les réfugiés civils. Bref l'institution est disloquée.

¹ Dont 26.000 dans 4000 cantons, 20.000 dans la garde mobile, 3.000 à la garde républicaine à Paris, 3.500 en Afrique du nord et 967 dans la gendarmerie coloniale.

SERIGNAN, FIL CONDUCTEUR DE LA RÉSISTANCE DE LA GENDARMERIE !

L'armistice signé, **Hitler** nomme le Général **Otto Von Stupnagel** à la tête de la commission chargée de son application. Elle siège à Wiesbaden et a pour mission de « *mettre au pas cette France honnie. La faire danser longtemps le ventre creux* ». La direction générale de la gendarmerie mandate pour la représenter près du Général **Huntziger**², le Capitaine **Sérignan**.

Ce Saint Cyrien, ancien du SR, parlant couramment l'allemand, remarqué par sa hiérarchie pour ses qualités hors normes³, est chargé d'obtenir « *la reconnaissance de la « départementale » en zone occupée dans son statut antérieur et que cette dernière en zone libre reste sous l'autorité de la Défense* ». Il est également mandaté pour « *obtenir le rapatriement des 5 000 gendarmes qui sont prisonniers et faire en sorte que la Wehrmacht évacue les casernements de gendarmerie qu'elle occupe* ». Arrivé à Wiesbaden, **Sérignan**, s'appuyant sur des raisons d'ordre public, rédige une synthèse qui prône le retour de la gendarmerie en zone occupée dans ses garnisons du temps de paix et demande pour cette mission 20.000 hommes. Ceci est, finalement, acceptée par **Von Stupnagel** sous réserve que son statut soit discuté avec l'administration militaire allemande. Quant à la garde mobile républicaine en zone occupée elle est dissoute et devient, en zone libre, « la Garde » forte de 6.000 hommes.

Le 19 Juillet, **Sérignan** s'installe à Paris pour discuter du statut de la « Départementale » en zone occupée. Les allemands veulent la mettre sous les ordres de la police mais **Sérignan** obtient du nouveau commandant militaire⁴ que, dans un premier temps, quelques milliers de gendarmes⁵ se réinstallent dans leurs départements d'origine sauf dans le Nord et dans l'Est en régime d'annexion déguisée. Ensuite, il obtient que, faute de pouvoir maintenir la Garde Mobile en zone occupée, il intègre 7.000 gardes dans la « Départementale ». Tout ceci fait, en septembre 1940, que la maréchaussée en zone occupée compte 14.600 hommes dont 375 officiers.

Pour le retour des 5.000 gendarmes prisonniers, **Sérignan** obtient de **Otto Von Stupnagel** le retour de 1.000 « *mis en congé de captivité* » puis d'un autre millier et, enfin, en mai 1941, de 2.385⁶. Tous les libérés entrent dans la « Départementale » en zone occupée. Au final, avec la création d'une gendarmerie auxiliaire de 1.000 hommes chargés de la surveillance des ouvrages publics, et le recrutement de 1.200 autres gardes au titre « d'anciens combattants » l'effectif visé de 20.000 passe à 23 000.

Pour éviter que la gendarmerie passe de la Défense à la police en zone occupée, **Sérignan** obtient qu'elle soit rattachée à la Délégation générale de l'Etat français à Paris ce qui, de fait, permet à la Direction générale de la gendarmerie près de la Défense d'avoir sous son autorité la « Départementale » de zone occupée.

Sérignan a mené toutes ces négociations à Paris où il s'est installé comme chef de la Section Gendarmerie en Territoire Occupé (SGTO). Au fur et mesure que la « Départementale » va s'implanter en zone occupée, la « SGTO » va se décentraliser pour défendre les brigades près des Kommandanturs afin que la « Départementale » puisse remplir ses missions classiques locales et, du fait des circonstances, des missions occultes relevant de multiples engagements personnels émanant tant de la hiérarchie que de simples gendarmes.

Il n'est pas possible de décrire ici tous ces engagements. Pour cela il faut lire le livre. Par contre j'ai retenu quelques engagements qui montreront aux lecteurs de ce digest l'étendue et la diversité des actions de Résistance ainsi que leur foisonnement au sein de la gendarmerie.

Sitôt les brigades en place en zone occupée et avec des fiches de démobilisation timbrées à l'avance, par des services militaires de la zone libre qui sont complices, **Sérignan** et le « SGTO » va « *démobiliser* » des milliers de mobilisés échappés de l'encerclement de leurs unités par les allemands... qui les réclament comme prisonniers de guerre ! Les allemands s'aperçoivent de la manœuvre, s'en plaignent et s'en irritent. En particulier, le colonel **Helmut Knochen**⁷. **Sérignan** est contraint à la prudence d'autant qu'à la tête de la Délégation générale de l'Etat français à Paris qui a autorité sur la « SGTO », **Léon Noël** est remplacé par **Fernand de Brinon**, germanophile grand teint, reçu plusieurs fois par Hitler dès 1933 et surnommé, dans l'administration préfectorale, « *l'Anguille* » eu égard à sa « souplesse d'échine ».

2 Il dirige la délégation française à Wiesbaden.

3 Il a rédigé une étude en 1932 sur le « Parti Hitlérien et sa propagande » dans laquelle il analyse comment les nazis « *décervellent* » la population allemande, proclame la supériorité de la race aryenne, prônent le racisme anti-juif, noyautent les entreprises industrielles, infiltrent les universités, fanatisent la jeunesse.

4 Qui n'est autre qu'**Otto Von Stupnagel**.

5 Par pelotons de 50 et seulement armés d'un pistolet automatique et 9 cartouches.

6 Environ 500 gendarmes resteront prisonniers en Allemagne.

7 Délégué d'**Himmler** en France à la tête du SD (service de renseignements) et de la SIPO (police de sécurité).

LE RÉSEAU « SAINT JACQUES » DE MAURICE DUCLOS ET JEAN VÉRINES



A Londres, le général **de Gaulle** décide, dès Juillet 1940, la création d'un Service de Renseignements en France qui soit en mesure d'identifier les forces et les installations à la disposition des allemands. Pour cela, trois réseaux, dépendant du BCRA, sont créés.

- Le premier, depuis Paris, couvrira le Nord et l'Ouest jusqu'à la Touraine. Son responsable en sera **Maurice Duclos** (*photo*). Il deviendra le réseau « *Saint Jacques* ».
- Le deuxième, couvrant toutes les côtes du Cotentin à l'Espagne sera confié à **Gilbert Renault** alias « *Rémy* ». Le réseau s'appellera « *La confrérie Notre Dame* » (CND).
- Le dernier, en zone libre, sera confié à **Pierre Fourgaud** alias « *Barres* » deviendra le réseau « *Luras* ».



Duclos va être le premier agent opérationnel en France⁸. Il installe « *Saint Jacques* » à Paris et sa première recrue est le chef d'escadron de gendarmerie **Jean Vérines** (*photo de droite*), grand mutilé de 14/18 et commandant d'un bataillon de la « Garde », place de la République. **Duclos** le charge d'organiser, au sein de la « Garde » et de la gendarmerie :

- un maillage capable « *d'expertiser* » l'état des forces terrestres, aériennes et maritimes du 3^{ème} Reich du Nord de la France à la Normandie.
- des lieux de passage à travers la ligne de démarcation

Jean Vérines recrute dans son bataillon et au-delà. Ainsi du colonel **Jean Baptiste Raby** commandant de la 9^{ème} région de gendarmerie de Tours, lui aussi vétéran de 14/18. Ainsi du colonel **Emile Boillon**, chef de la gendarmerie d'Amiens.

En décembre, l'antenne **Vérines** couvre Paris, la Somme, l'Eure et la Touraine et l'antenne Nord, confiée par **Duclos** à **Lucien Feltesse**, un belge, couvre le Nord de la France et la Belgique. Ce sont, en tout, 300 agents qui arrivent à déterminer dans le territoire confié à « *Saint Jacques* » la composition des unités de la Wehrmacht, leurs armements, l'état des voies routières, ferrées et fluviales, la description des aérodromes qui ont été créés avec des stocks considérables d'essence et de munitions et qui sont protégés par une puissante DCA.

Toutes ces forces sont rassemblées pour la bataille d'Angleterre commencée le 12 août 1940⁹. L'assaut va se prolonger pendant quatre semaines puis, le 7 septembre, se déplacer, de la mer et des côtes, sur Londres. 375 bombardiers vont alors pilonner le Londres industriel et populaire, les docks et la centrale électrique de Westham. Le soir même, les bombardiers repartent, armés de bombes incendiaires au phosphore. Et ce, chaque soir jusqu'à la fin septembre 1940. Puis, chaque nuit en Octobre. Au dire d'experts, ce fut « *Guernica puissance 300* ». Mais, les britanniques tiennent bon. La DCA et la RAF résistent. La Luftwaffe perd 2 375 avions, la RAF, 945. Parmi les civils anglais, on compte 14.621 morts et 20.252 blessés. Le bilan est lourd mais le premier « round » est gagné par les anglais et **Hitler** reporte le débarquement.

« *Saint Jacques* » a d'ailleurs acquis la certitude « *que la Wehrmacht n'a pas le matériel adapté à un débarquement* ». Par contre la Kriegsmarine est sérieusement outillée pour une guerre océanique et **Hitler** décide « *de continuer à terroriser les anglais par la Luftwaffe et d'affamer avec les U.Boots* »¹⁰. « *Saint Jacques* » cartographie des lieux de parachutages/atterrissages, organise le passage de la ligne de démarcation pour le courrier, les agents et les aviateurs alliés rescapés. **Duclos** retourne à Londres, obtient des moyens radios et revient en France avec un radio, **Jean Mulemann**, qui, retourné par l'Abwehr, va provoquer des désastres en cascade dans le réseau « *Saint Jacques* ». En attendant « *Saint Jacques* », poursuit sa recherche de renseignements et est en mesure de décrire pour la Navy, l'importante concentration de sous-marins au Havre.

En parallèle l'Abwehr progresse dans la connaissance de ce réseau et, le 20 juin 1941, la SIPO arrête le Capitaine de gendarmerie **Albert Morel** et le gendarme **Amédée Devineau** au moment où ils franchissent la ligne de démarcation. Ils ont sur eux un abondant courrier notamment les plans de la base sous-marine de Saint Nazaire. La SIPO attendait les deux agents. Ils avaient donc été donnés. Par **Mulemann** ? Sans doute.

La SIPO, dans la foulée, intervient à Paris, rate **Duclos**, mais la torture sans doute aidant, va arrêter le Colonel **Raby**, le Lieutenant **Ernest Laurent** et plusieurs de leurs hommes à la 9^{ème} légion de gendarmerie (Tours), le Colonel **Boillon**,

⁸ Où il arrive par mer le 3 août 1940.

⁹ 2.700 avions harcèlent le territoire britannique, 1.000 sont en réserve). Le 15 Août, il y aura 1786 sorties.

¹⁰ « **Remy** » confirmera par ailleurs le bétonnage des bases sous-marines.

l'Adjudant-chef **Legrand** et plusieurs de leurs hommes (Amiens), le Capitaine **Le Flem** et plusieurs de ses hommes (Pont l'Évêque)... C'est ainsi que la SIPO arrive à **Vérines**¹¹ qui est arrêté le 22 octobre 1941 avec plusieurs gardes. Le docteur Werner Best, qui supervise les liens de la SIPO avec la police française, remarque le nombre élevé de gendarmes arrêtés, mais aussi celui de ceux ayant échappé à la traque. Son chef **Helmut Knochen** fulmine, convoque **Sérignan** à l'hôtel Scribe où ce dernier subit injures et menaces visant l'ensemble des gendarmes « *Des ennemis du Reich* ». **Sérignan** encaisse. Il connaît la plupart des officiers incarcérés, apprécie leur trempe, la valeur de leurs engagements, partagés le plus souvent par leurs hommes. Il sait que d'autres suivront et qu'il va falloir ajouter au rôle officiel qui est le sien, une fonction délicate près de l'occupant, défendre des compagnons que la détresse guettera.

LE RÉSEAU « VÉRITÉ FRANÇAISE » DU CAPITAINE DESCAMPS

Et ils seront nombreux. Tel le capitaine **Henri Clotaire Descamps**, basé à Soissons, à la tête de la section locale de gendarmerie antenne du mouvement du « *Musée de l'homme* »¹². **Descamps** aide le passage en zone libre de quelques prisonniers de guerre évadés, rencontre **Daniel Douay** et devient, avec lui et seize autres agents dont des gendarmes, un relais du « *Musée de l'Homme* » appelé « *Vérité Française* ». **Descamps** collecte avec méthode des renseignements sur les unités ennemies, diffuse la presse clandestine, crée des caches pour stocker les armes... Mais à Paris, **Vilde** est trompé par un nouveau venu, **Albert Gaveau**, homme à tout faire ayant le Capitaine **Doering** de la SIPO comme officier traitant. **Gaveau** se rend utile à tout le monde et ne tarde pas à connaître l'organigramme de l'organisation secrète de **Vilde**. La SIPO passe à l'action le 12 février 1941 et arrête **Lewitzky**, plusieurs avocats faisant partie du réseau du « *Musée de l'Homme* » dont **Léon Maurice Nordmann** et **René Georges Etienne**. Elle rate de peu le professeur **Paul Rivet** qui alerte **Vilde**. Celui-ci est cependant arrêté le 26 mars. La « tornade » se répand en province avec l'aide de **Jacques Desoubries**¹³ qui, dans le sillage d'un agent de liaison, arrive à Soissons chez **Douay/Descamps**. Le 25 novembre 1941 la SIPO entre en action, arrête le Colonel **de la Rochere** qui avait adressé **Desoubries** à **Douay/Descamps**, encercle la caserne de gendarmerie de Soissons, roue de coups le Capitaine **Descamps**, l'arrête avec plusieurs de ses hommes et transfère les prisonniers à Fresnes. **Descamps** va subir douze interrogatoires musclés. Sans arrêt il est interrogé sur le « *Musée de l'Homme* » mais ne parle pas¹⁴. Il est mis au secret. Un effrayant calvaire l'attend.

Sérignan, pour la défense des gendarmes arrêtés, commence par noyer les instances judiciaires occupantes de procédures dilatoires visant à éviter leur comparution devant les tribunaux militaires du Reich. S'il échoue il essaye de minimiser les chefs d'inculpation et fait intervenir un groupe de spécialistes qu'il a constitué. Tous, comme lui, connaissent parfaitement la langue allemande tel Maître **Heanning**, juriste rigoureux. Lorsque des peines sont prononcées, **Sérignan** et ses avocats établissent des recours en grâce. « *Ainsi Sérignan et son service se porteront au secours de plus de 500 gendarmes* ».

LES GENDARMES GARIN, DESCAMPS ET CHARLOT, VICTIMES DE LA BARBARIE !

Le premier gendarme condamné à mort fut **Maxime Garin** de la 2^{ème} légion de Picardie. Membre du réseau « Saint Jacques », il est passé par les armes fin décembre 1941 malgré une intervention de **Sérignan** près d'**Otto Von Stupnagel** encore en fonction. Vains sont aussi les efforts de **Sérignan** pour le capitaine **Descamps**. Ce dernier, après avoir été très sévèrement torturé, reste au secret à Fresnes pendant 5 mois. Son procès commence le 15 mai 1942. Il sera long.



Défendu par **Heanning**, **Descamps** est, néanmoins, condamné à mort. **Sérignan** dépose, alors, un recours en grâce et intercède directement auprès du nouveau chef des troupes d'occupation, le général **Karl Heinrich Von Stupnagel**¹⁵. **Sérignan** croit avoir gagné lorsque, en septembre 1942, on lui annonce que la peine de **Descamps** est commuée en 20 ans de forteresse en Allemagne. Mais c'est sans compter sur la duplicité de **Von Stupnagel** qui, dès le 22 août 1942 a ratifié l'exécution par « *décapitation à la hache* » du condamné. **Descamps**, le 14 septembre 1942, part en Allemagne. Il passe de prison en prison jusqu'à celle de Brandebourg (près de Postdam) où, le 23 septembre 1942, à 5h21 du matin, il est exécuté.

Le 14 août 1942, c'est au tour d'un autre gendarme, **Edouard Charlot** (*photo*), d'être condamné à mort. **Sérignan** se risque alors à proposer l'échange du gendarme contre un

11 Grand mutilé de la face. Il perd un œil, après les tortures tant à Fresnes qu'à la prison de Dusseldorf. Devenu aveugle, il est fusillé le 30 août 1943. **Raby** et **Morel** subiront le même sort.

12 Créé, dès juillet 1940, par **Boris Vilde**, ethnologue, et **Anatole Lewitzky**, chef du département de technologie appliquée.

13 A qui la SIPO a fabriqué une légende à toute épreuve de prisonnier évadé qui cherche refuge.

14 270 membres du réseau sur 600 ont été arrêtés (112 seront exécutés, 168 déportés dont 104 ne reviendront pas).

15 Cousin du précédent.

membre de l'Abwehr arrêté en zone libre. **Von Stupnagel** accepte apparemment, allant même jusqu'à évoquer une libération, sous réserve de l'accord préalable de Berlin. **Charlot** est envoyé en Allemagne où **Keitel**, outré qu'un vaincu ose faire pareil chantage, décide « *que la peine concernant le gendarme français, formulée par les juges du Reich, sera appliquée à la lettre, à l'allemande par un bourreau allemand* » C'est ainsi que **Charlot** est décapité le 4 janvier 1943 à la prison de Cologne.

Ces deux exemples d'exécution barbare montrent l'âpreté de la lutte des services allemands contre la Résistance. Outre la généralisation de la torture appliquée sans limite, tout était juridiquement permis aux enquêteurs comme aux tortionnaires. Le croupissement secret en prison, la déportation, l'assassinat comme l'exécution.

UNE RÉPRESSION QUI S'AMPLIFIE !

Et après le retour au pouvoir de **Laval**¹⁶, **Darnand** d'abord associé à cette répression avec la Milice va disposer sur ordre du général **Ober**¹⁷, et ce, à partir de décrets signés par **Laval** le 10 janvier 1944, des pleins pouvoirs lui permettant de renforcer dans tous les domaines l'action allemande contre la Résistance. Par ces décrets, outre que **Darnand** devient Ministre de l'Intérieur et conserve près de lui la Milice, passent sous ses ordres directs la gendarmerie, la garde mobile, la police nationale, les GMR¹⁸, la Préfecture de Police, les sapeurs-pompiers de Paris, la garde des communications, les services pénitentiaires, les polices spéciales¹⁹, les brigades anti-juives et anti-maçonniques et les internements administratifs. **Darnand** reçoit, d'autre part, pleine autorité pour créer d'urgence des tribunaux spéciaux.

Mais si dure que soit cette répression pendant toute l'occupation cela n'empêche pas des gendarmes d'entrer en résistance. Certains créent leur réseau ou développent une antenne de réseau existant. Citons dans ce dernier cas le Maréchal des Logis Chef **Paul Joyeux** en brigade à Epinal qui après avoir aidé des prisonniers de guerre évadés, être entré au réseau Kleber-Uranus, avoir obtenu avec l'aide de **Sérignan** et de sa hiérarchie une mise en congé prolongé, entre en clandestinité sous le matricule E.865 et met sur pied une cellule de 50 agents au service du réseau *Mithridate* du BCRA. Il réussit à installer une centrale radio à Nancy pour la transmission de ses informations, obtient des renseignements sur les forces allemandes dans les Vosges « *permettant la destruction d'objectifs stratégiques et parvient à s'infiltrer dans la Sipo sauvant de l'arrestation des dizaines de personnes* ».

L'ACTION TOUS AZIMUTS DU COMMANDANT GUILLODOT !

Citons aussi l'extraordinaire action du Commandant **Maurice Guillodot**²⁰ ayant à Vannes la responsabilité d'une circonscription comportant 55 brigades. Dès sa prise de fonction il amorce son entrée en Résistance en faisant détruire dans toutes les brigades le carnet B contenant le nom des habitants connus, dans chaque commune, pour leur appartenance politique. Cette attitude lui vaut d'être approché par plusieurs de ses hommes pour une action clandestine. **Guillodot** est extrêmement réfléchi et va constituer, progressivement, un réseau structuré et cloisonné où 300 soldats de la loi sont affectés à des missions de renseignements et de parachutages. Le réseau relié par mer et par l'Espagne pour le courrier est rattaché au BCRA sous le nom « d'Action ». **Guillodot** devient « *Yodi* ». Avec les premiers parachutages arrive **Jean Cholet**²¹, spécialiste en utilisation des matériels nouveaux (du bazooka aux explosifs). Suivent ensuite des agents du BOA qui organisent, avec **Guillodot**, la MAB (Missions Aérienne Bretagne) et une liaison radio avec Londres. En six mois, 29 parachutages vont être réussis, des gendarmes assurant l'enlèvement et la cache. Côté renseignement **Guillodot** a pu répondre aux demandes de Londres sur les forces et les installations allemandes sur l'île de Groix²², sur le chantier de l'arsenal de Lorient et sur la nouvelle base sous-marine de Keroman. Il a même pu faire parvenir par avion la description complète, appuyée de photos et de croquis, de tout le dispositif allemand dans le Morbihan et le sud Finistère. A ces actions **Guillodot** charge son réseau d'aider les réfractaires du STO.

Cependant, toute cette activité, qui dure depuis des mois, attire l'attention des allemands qui réussissent à se saisir de fragments du réseau, le cloisonnement rigoureux organisé par **Guillodot** évitant le désastre jusqu'en septembre 1943 où arrive de Londres, **Valentin Abeille**, Délégué Militaire Régional (DMR) qui vient fédérer la résistance dans 10 départements bretons et normands. Début décembre 1943, **Abeille** rencontre **Guillodot**. Il l'informe de sa mission et lui apprend, qu'outre la direction de son réseau, il est nommé par Londres chef régional FFI. **Abeille**, sans doute

16 18 avril 1942.

17 Chef de toutes les polices allemandes en France.

18 Groupes Mobiles de Réserve.

19 Dont celle du contrôle économique.

20 Six fois cité en 14/18.

21 Alias « *Pelos* ».

22 Qui garde l'estuaire du Blavet où niche Lorient.

« pisté », renonce, au dernier moment, à passer la nuit chez **Guillaudot**. Il échappe ainsi à la SIPO, mais cette dernière arrête, le 10 décembre 1943, son contact. **Guillaudot** est conduit à la prison de Rennes où il subit plusieurs interrogatoires. Ceux-ci d'abord relativement supportables, se durcissent début janvier 1944. Ce changement de méthode correspond à la prise exorbitante d'autorité de **Darnand** incluant les prisons qu'il confie à ses miliciens les plus fidèles. Pour les prisons bretonnes c'est **Raoul Di Constanzo** qui fait régner l'enfer, agissant en maître partout. Dans le cas **Guillaudot**, les allemands se réservent leur prisonnier mais, désireux d'en finir rapidement, accentuent leurs interrogatoires. N'obtenant pas d'aveux, et sans doute pour ne pas perdre la face vis-à-vis de **Di Constanzo** qu'ils considèrent comme un supplétif, ils décident de déporter, en juin 1944, **Guillaudot** à Neuengamme. A peu près en même temps, son fils, lieutenant de gendarmerie à Annecy est déporté à Dachau. Ils vont rentrer, tous les deux en triste état. **Maurice Guillaudot** reprendra son activité dans la gendarmerie où, nommé à la 1^{ère} inspection du corps, il sera promu Général après avoir été fait Compagnon de la Libération le 19 octobre 1945. Quant aux gendarmes de **Guillaudot**, son successeur à la tête du réseau « Action », **Paul Chenailler**, les fera, sans difficulté, basculer dans l'insoumission, quelques jours après le débarquement. Et notamment à Saint Marcel où ils assistèrent efficacement les maquisards et les commandos du Colonel **Bourgoin**.

LE MARTYRE DU COMMANDANT FONTFREDE !

Rappeler ces quelques exemples de participation de gendarmes à la Résistance ne doit pas faire oublier que ce sont 12.000 gendarmes et gardes qui, sur tout le territoire, sont entrés en Résistance. Beaucoup ont été frappés d'arrêts de rigueur, de suspension de fonction et nombre d'entre eux ont été arrêtés, torturés, déportés, fusillés.

Parmi eux, le Commandant **Antoine Fontfrede**. C'est un « honorable correspondant » du Colonel **Paul Paillole**, ancien chef du contre-espionnage au sein des services spéciaux devenus clandestins²³ qui combat la pénétration des services spéciaux allemands en zone libre. **Fontfrede** est à la tête de la gendarmerie du Puy de Dôme et il est également membre de l'ORA et du réseau Mithridate. Le 1^{er} octobre 1943 le SD l'arrête, l'accusant d'avoir préparé un attentat à l'explosif capable de détruire la voiture blindée de **Laval** alors que c'est son unité qui doit couvrir les déplacements de ce dernier entre sa résidence de Chateldon et Vichy. Il est torturé et un communiqué du 11 octobre annonce qu'il a été fusillé. En réalité, via Compiègne, il est déporté, le 14 mai 1944, à Buchenwald puis affecté au KO Ellrich. Puis c'est une « marche de la mort » où **Fontfrede** n'avance plus que soutenu par trois autres déportés dont un gendarme de Volvic, **Pierre Paulze** qui l'accompagne partout. Tous quatre réussissent à s'évader mais **Fontfrede** trop fatigué ne peut pas suivre. **Paulze** reste avec lui et tous deux disparaissent, sans doute tués par une unité de Volkssturm²⁴.

Ce sont 1.373 gendarmes qui ont été déportés. 454 ne revinrent pas et 338 furent fusillés dont, au Vercors, les gendarmes **Courrech**, **Lepinasse**, **Barrau**, **Chalaye** et **Clesse**, à Grenoble le gendarme **Raymond**, à Beaurepaire le gendarme **Offner**...

DARNAND RÉORGANISE LA GENDARMERIE. LA DESOBEISSANCE S'AMPLIFIE !

Grâce à **Sérignan** la Garde Mobile qui a été dissoute, réapparaît intégrée à l'armée en zone libre et devient « la Garde » forte de 6.000 hommes dont 180 officiers. Lorsque **Darnand** reçoit les pleins pouvoirs le 10 janvier 1944, il destitue, aussitôt, 14 préfets suspectés de relations avec le « *Noyautage des Administrations Publiques* » (NAP)²⁵ et, d'une façon générale, met aux postes clés des « durs » tels **Jean Degans** (Renseignements Généraux), **Marcel Gombert** (Groupe Spécial de Sécurité²⁶), **Rebouleau**, milicien promu Préfet de l'Hérault à Montpellier²⁷. A cela s'ajoutent onze intendants pénitentiaires qui dispensent l'épouvante dont le chef de la milice du Limousin qui transforme en enfer la prison de Limoges, **Raoul Di Constanzo** dans les prisons bretonnes, **Charles de Beurnonville** dans celles de Lyon, **Jean Colomb** dans celles de Vichy... L'historien **Fred Kupferman** soulignera la portée de l'instauration de ces équipes dans son livre (« *La venue de la Barbarie* ») consacré à **Laval** » en constatant que « *la fusion forcée de la police et de la milice allait introduire dans le milieu des fonctionnaires une espèce nouvelle, celles des « tueurs pressés » !*

Cette glaciation va peser sur la gendarmerie. Après la décision de **Laval** de la retirer de la Défense, **Obert** veut qu'elle passe sous les ordres de **Darnand**. Ce dernier va la diriger, la contrôler, nommant et révoquant à sa guise, ne soumettant ses directives (de fait sans recours) qu'au visa de principe de **Laval**. Par voie de conséquence, la gendarmerie comme la

²³ Sous une l'appellation « commerciale » de « Travaux Ruraux » ou TR.

²⁴ De l'Allemand Volk (Peuple) et Sturm (Tempête, Orage, Attaque). Levée populaire allemande qui avait pour but de pallier le manque d'effectif de la Wehrmacht à la fin de la Seconde Guerre mondiale.

²⁵ Créé par « Combat ».

²⁶ Ou « GSS » constitué « d'intraitables » arborant en sus du Gamma de la Milice un insigne avec tête de mort et tibias entrecroisés.

²⁷ Qui aimait savourer en personne les séances de supplices.

Garde tombent entre les mains de la milice qui, avec les nouveaux Préfets, exige le concours de la gendarmerie contre la Résistance aux côtés des miliciens. Ces derniers épient leurs moindres gestes n'hésitant pas d'appeler les allemands à la rescousse. C'est ainsi que, dans l'Ain, pour « *complicité avec les dissidents* », ils font arrêter le Capitaine **Verchere** et six de ses gendarmes (Nantua), le « Margi » chef **Pfirsh** et trois de ses hommes²⁸ (Brenod) ou l'Adjudant **Bertrand** et deux de ses hommes (Saint Rambert en Bugey), tandis que dans le Lot, c'est le Lieutenant **Louis Dauquier** (Gourdon) qui va être victime de cette « chasse à l'homme »²⁹ L'arbitraire de la Milice à l'égard de la gendarmerie sévit partout, Haute Savoie, Basses Alpes, Bretagne, Gers, Ariège, Tarn, Haute Garonne ...

Darnand demande aux nouveaux intendants de police d'inclure des gendarmes dans les pelotons d'exécutions des Résistants condamnés à mort par les cours martiales. Confrontés à pareille situation plusieurs gendarmes désobéissent ou désertent à Toulouse, Limoges, Nîmes où 30 gendarmes et leur chef le Capitaine **Orsatelli** refusent d'exécuter trois maquisards qui sont alors transférés à Marseille et exécutés par des « GMR ». Même refus à Poitiers, Orléans, Angers, Nice, Lille. A Paris, le Capitaine **Jean Chalvidan** et un groupe de gendarmes refusent, à la prison de la Santé, la terrible besogne et désertent.

La gendarmerie départementale devient difficile à « mater » et **Darnand** pour renforcer son appareil policier dont le pivot est constellé des Francs Gardes de sa Milice, flatte par des promotions et des primes les « GMR », les brigades parallèles des partis ralliés à Vichy et constitue, avec une quinzaine d'officiers acquis à ses idées, un État-major appelé le « STMO » (Service Technique du Maintien de l'Ordre). Quant à la « Garde » et ses 6.000 hommes, **Darnand** souhaite l'amalgamer à sa force d'intervention. Pour ce faire, il choisit le Général **Perre**, rallié à **Pétain**, qui, jusqu'en 1942, a présidé le tribunal militaire de la 13^{ème} Région (Clermont Ferrand) y manifestant un grand rigorisme doublé d'un non moins grand sectarisme. Pour ces « services », il reçoit de **Pétain** la Francisque en ayant comme parrains le docteur **Menestrel** et le Général **Campet**. Au cours de la cérémonie de remise, il prononce, comme tous les 2.625 autres récipiendaires, le serment de vassalisation « *Je fais don de ma personne au Maréchal Pétain comme il a fait don de la sienne à la France. Je m'engage à servir ses disciples et à rester fidèle à sa personne et à son œuvre* ».

L'AVENTURE ET LE CALVAIRE DU CHEF D'ESCADRON ROBELIN

Laval présente, à **Oberg**, le Général **Perre** qui, par décret du 7 avril 1944, est nommé directeur général de la « Garde ». A ses côtés, apparaît, comme sous-directeur, le Chef d'escadron **Robelin**, lequel est « doublé » d'un homme de **Bousquet** et d'un contrôleur civil.

Avec **Robelin** arrive à un poste essentiel un Saint Cyrien passé par l'école des sous-officiers de la gendarmerie de Versailles, entré à la garde Républicaine, admis au concours de l'école supérieure de guerre, breveté d'Etat-major et affecté près du Général **Bourret**, à l'inspection générale de la gendarmerie. La défaite venue, **Robelin** veut passer en Angleterre mais, son ami **Paul Paillole** le retient et il devient l'un des tous premiers « *honorable correspondants* » du contre-espionnage clandestin de la gendarmerie et de la Garde. Les contacts de **Robelin** et **Paillole** permettent notamment de décimer les équipes d'agents nazis tendant à s'infiltrer en zone libre.

Paillole, mis sur la liste noire des allemands, reçoit l'ordre de passer à Alger à l'entrée des allemands en zone libre et il est remplacé par **Roger Lafont** (alias « *Verneuil* ») à la tête d'une équipe de militaires liés à l'ORA et comportant de nombreux gendarmes et gardes. Parmi eux, les Capitaines **Delmas** (Toulouse), **Hugon** (Lyon), **Kerhervé** (Issoire), les Lieutenant-Colonel et Colonel **Boisseau** et **Vincent** (Nice), le Chef d'escadron **Daniel** (Perpignan/Montpellier), le Lieutenant-Colonel **Breternier** assisté du Chef d'escadron **Raulet** et des Capitaines **Perrolaz**, **Mallaret**, **Jung** et **Receveau** (Alpes)...

Clé de voûte de ce maillage, **Robelin**, assisté du Capitaine **Vincent**³⁰, pousse ses antennes jusque dans l'entourage de **Darnand**. Le Général **Revers**, chef de l'ORA, confie alors à **Robelin** une triple mission à la « Garde » :

- « *neutraliser les décisions fâcheuses de la direction de l'Arme,*
- *canaliser et contrôler la participation de cette Arme au maintien de l'ordre,*
- *préparer son entrée en action dans le camp allié au moment de l'insurrection* ».

On comprend mieux la raison pour laquelle le Chef d'escadron a accepté le poste de sous-directeur technique de ce Corps le 15 avril 1944. Il prend comme adjoint le Commandant **Tharaux**³¹ et s'entoure d'une dizaine d'officiers qu'il connaît pour leur passé et pour leur engagement en faveur de la Résistance.

Le Général **Oberg**, malgré les engagements de **Laval** et de **Darnand**, refuse les moyens lourds que ces derniers réclament pour la Milice et pour la Garde. Cependant, il charge le SD de surveiller le nouvel Etat-major de **Robelin**.

28 Dont deux, **Roger Roussey** et **Marius Traffey** périront à Mauthausen.

29 Il mourra en déportation.

30 Le Général **de Gaulle** dira de lui « un exceptionnel agent ».

31 De l'Etat-major du Général **Frere**.

Ce dernier a peu de marge de manœuvre mais il réussit à maintenir ses liaisons avec « **Verneuil** » et, par les Capitaines **Morand**, **Bouchardon** et **Grange**, noue des contacts avec l'AS (Armée Secrète), le Délégué Militaire³² couvrant Allier/Cantal/Puy de Dôme, le Front National ainsi qu'avec le Capitaine **Vincent** tirant, par ailleurs, du STMO des informations précieuses sur la préparation des assauts contre les réseaux et les maquis.

Il donne aux commandants d'unité de la « Garde » consigne de renoncer à la « chasse » et d'éviter l'ouverture du feu. Il prépare avec le colonel **Jean Pfister** de l'ORA, le glissement de la « Garde » dans les maquis. Il est, notamment, en relation suivie (via le Capitaine de gendarmerie **Marcel Auriol**) avec le Commandant **Descours**, responsable du Vercors. Sa hantise permanente est la Milice, aussi, sous prétexte de protéger **Pétain**, il regroupe le gros des régiments de la « Garde » à Lyon, Limoges, Clermont, Montluçon et Roanne.

Abwehr et SD accroissent leur surveillance car les Préfets se plaignent de « *la passivité grandissante de la Garde* ». Par le Capitaine gendarme **Demette**, **Paillole** depuis Alger, alerte **Robelin** qu'il est « visé », d'autant que **Darnand** reçoit une plainte de **Vaugelas**, chef de la Milice à Limoges, accusant **Robelin** d'avoir personnellement freiné la participation de la Garde lors d'opération contre les maquis du Limousin. Conséquence, **Darnand** demande la tête de **Robelin** à **Perre**.

Le lendemain du débarquement, 500 élèves de la Garde, Chef d'escadron **Corberand** en tête, accompagnés de cinq escadrons de la Garde passent au maquis. Vive agitation à Vichy. Le 15 Juin **Degans**, patron des RG avec, à ses côtés, le commissaire **Pierre Poinso**³³, convoque **Bouchardon** à son QG. **Bouchardon** fait front. **Poinso** le relâche mais il le fait écarter de l'Etat-major de **Robelin** et le met aux arrêts sous garde de la Milice.

De son côté le SD, qui torturent trois résistants, voit ressortir le nom du DMR **Courson de la Villeneuve** avec qui **Robelin** est en relation. L'arrestation du DMR déclenche une traque qui conduit à l'arrestation du capitaine **Morand** de l'EM de **Robelin**. **Darnand**, en liaison avec le SD, convoque **Robelin** et **Perre** et deux policiers allemands interpellent **Robelin**. Le Commandant **Jeandel** est, lui aussi, convoqué, interpellé et arrêté.

Le 7 juillet, **Perre** réunit l'EM de la sous-direction technique, fustige les comportements³⁴ des officiers arrêtés en les qualifiant de « *traîtres* ». Dans la foulée, il nomme **Tharoux** au poste de **Robelin** et s'éclipse.

André Grange propose de fuir. Pendant ce temps, la SIPO cerne l'immeuble et à 17 heures ; **Tharoux**, **Comemale**, **Delmas**, **Lacroix**, **Garraud** et **Puthoste** sont arrêtés. **Grange** qui s'est échappé, est néanmoins, reconnu et arrêté avec **Dautun**, rédacteur et **Levy**, secrétaire. A l'hôtel du Parc, siège du gouvernement de Vichy, le SD arrête le Chef d'escadron **Hurtel** et le Lieutenant **Bertrand** de la garde personnelle de **Pétain**, ainsi que le Commandant d'escadron 6/4 de Vichy, tous trois fichés comme des proches de **Robelin**. **Bouchardon** qui est aux arrêts est, lui aussi, arrêté. Seul **Paul Vincent** échappe à la rafle et rallie le groupement « *Colliou* » de l'ORA.

Les captifs sont transférés, le 9 juillet, à la caserne d'Assas de Clermont Ferrand tenue par les SS et où **Francis Morand** est déjà incarcéré. **Robelin** et **Morand** placés en isolement sont emmenés le 10 à Chamalières, Villa René, siège du SD où se trouve notamment **Joseph Kaltseiss**³⁵, expert en sévices assistés de plusieurs gouapes françaises. **Robelin** et **Morand** sont horriblement torturés mais n'avouent rien. Un témoin, prisonnier à la caserne d'Assas, **Serge Fischer** aide au transfert d'un homme « *au visage jeune noirci par la souffrance, gisant sur une civière et geignant. Il avait un trou de la grosseur d'un poing dans la fesse droite. On y voyait de petits os. Sa jambe droite était enflée au moins de quatre fois la taille normale. Plus tard j'ai été convoqué à nouveau pour le panser dans sa cellule et il m'a murmuré à l'oreille. Ne t'en fais pas nous les aurons quand même. Puis il m'a donné son nom Remi Robelin* ».

Plusieurs fois encore, **Robelin** est emmené Villa René et torturé. Il est ensuite transféré à Vichy dans les mains d'autres carnassiers, les SS du Capitaine **Gallinger**. **Paillole** qui a pu récupérer une partie des archives de cette antenne SS à Vichy établira que son ami a été torturé jusqu'au 9 août 1944 et que le 10 août, miné par la gangrène, et sans doute sur ordre de **Gallinger**, un SS l'a étranglé dans sa cellule. Son corps ne fut jamais retrouvé.

Le sort de ses compagnons est connu, **Tharoux**, **Comemale**, **Jeandel**, **Puthoste**, **Hurtel**, **Dupont** et **Bertrand** ont retrouvé la liberté. **Grange** s'est évadé du train qui l'emmenait en déportation, **Delmas**, **Morand** et **Lacroix** sont morts en déportation. **Garraud** et **Bouchardon** sont rentrés de déportation, échappant miraculeusement au bombardement de leur bateau à Neustadt.

DERNIERS SOUBRESAUTS D'AUTORITARISME !

A l'hôtel Majestic de Paris, au PC du Général **Oberg**, se trouve **Max Knipping**, délégué milicien de **Darnand** qui n'arrête pas de bousculer **Serignan** convoqué aux réunions du chef des polices du Reich. **Serignan** l'ignore, ne répond

³² « D.M.R » ou Délégué Militaire Régional Courson de la Villeneuve.

³³ Qui s'était distingué pendant trois ans à Bordeaux en semant terreur et haine à la tête de la section des affaires politiques.

³⁴ Comme celui de Bouchardon.

³⁵ Surnommé « le dompteur ».

qu'à **Oberg** et à **Knochen** et, toujours, en allemand. Il plaide pour ses collègues des brigades et des sections de gendarmerie « *qui ne font pas leur métier* » en particulier pour les Colonels **Ledu** (Paris-Nord), **Charollais** (Paris Est), **Le Guennec** (Dijon), **Maujean** (Rennes), **Simontoli** (Limoges), **Samson** (Bordeaux) ou **Pouilly** (Orléans) à qui sont reprochés « *des défaillances de personnel, du manquement dans la lutte contre les maquisards et les résistants* ». **Serignan** les couvre régulièrement, **Knipping** menace, informe **Darnand** qui fait pleuvoir des peines administratives. A titre d'exemple le Lieutenant-Colonel **Vernageau**, grand mutilé 14/18, chef de la légion Languedoc, est relevé de ses fonctions « *pour avoir refusé de saluer le drapeau frappé du gamma de la Milice* ».

Darnand, approuvé par **Laval**, crée « *des tribunaux du maintien de l'ordre* ». Les miliciens remplacent les magistrats tout comme ils le font déjà pour les cours martiales. Ces instances, où seront jugés tous les agents de la force publique « *qui n'auront pas fait leur devoir* », en particulier des gendarmes surnommés par les Miliciens « *La Plaie Bleue* », prévoient des peines allant du renvoi à l'emprisonnement, voire, en cas de désertion, la peine de mort. Des peines immédiatement exécutoires et sans recours. Le Général **Martin**, directeur de l'Armée, proteste oralement et par écrit en pure perte.

La Milice est au pouvoir et invente « *les corps francs mixtes* » associant GMR, Policiers, gendarmes, douaniers et miliciens. Toute cette accumulation de pressions sur la gendarmerie font, qu'à fin juin 1944, on peut estimer à 12.000 gendarmes et gardes, l'effectif entré en clandestinité. Et bien d'autres allaient suivre.

EN GUISE DE CONCLUSION

La gendarmerie fait partie de l'armée. Parler de l'action déterminante des gendarmes et de la Garde dans la Résistance, c'est indirectement rendre hommage à tous les volontaires qui se sont engagés dans la résistance et constituèrent la nouvelle armée française. Que ce soit ceux qui, dès juin 1940 à l'appel à la résistance du Général **de Gaulle** le rejoignent et forment des unités³⁶ se distinguant aux côtés des Alliés dans leurs combats. Que ce soit ceux qui s'engagent dans « l'armée de l'ombre », celle des réseaux, des mouvements, des maquis et où tant de militaires de réserve et d'active et, notamment, de gendarmes prirent une part active. Cette armée nouvelle a concouru efficacement à la Libération du territoire et cela malgré la collusion de trop d'amiraux et de généraux qui, derrière **Pétain**, **Darlan**, **Laval** et **Darnand**, s'étaient engagés dans un chemin allant du défaitisme à la collaboration active avec l'ennemi.

L'analyse de l'étude de **Pierre Accoce** terminée, il reste à souhaiter que son actualisation puisse être faite lorsque la gendarmerie aura plus largement ouvert ses archives aux chercheurs. Et je formule le regret qu'au moins les chefs d'escadron **Joseph Descamps** et **Jean Verine**, les Colonels **Remi Robelin** et **Serignan** n'aient pas été faits « Compagnons de la Libération ».

Pour aller plus loin :

- <http://www.gers.pref.gouv.fr/acvg/documents/gendarmerie.htm>

Note rédigée en août 2005



Maxime Garin, gendarme de la brigade de Moreuil (80) a été fusillé par les Allemands le 30 décembre 1941 dans les fossés de la citadelle d'Amiens. Membre du réseau « Saint Jacques, il fut le premier gendarme condamné à mort. La caserne de gendarmerie d'Amiens porte aujourd'hui son nom.

³⁶ 50.000 hommes dans l'armée de terre FFL, 7.000 dans la marine FNFL, 3.500 dans l'aviation et 30 femmes du corps des volontaires français.